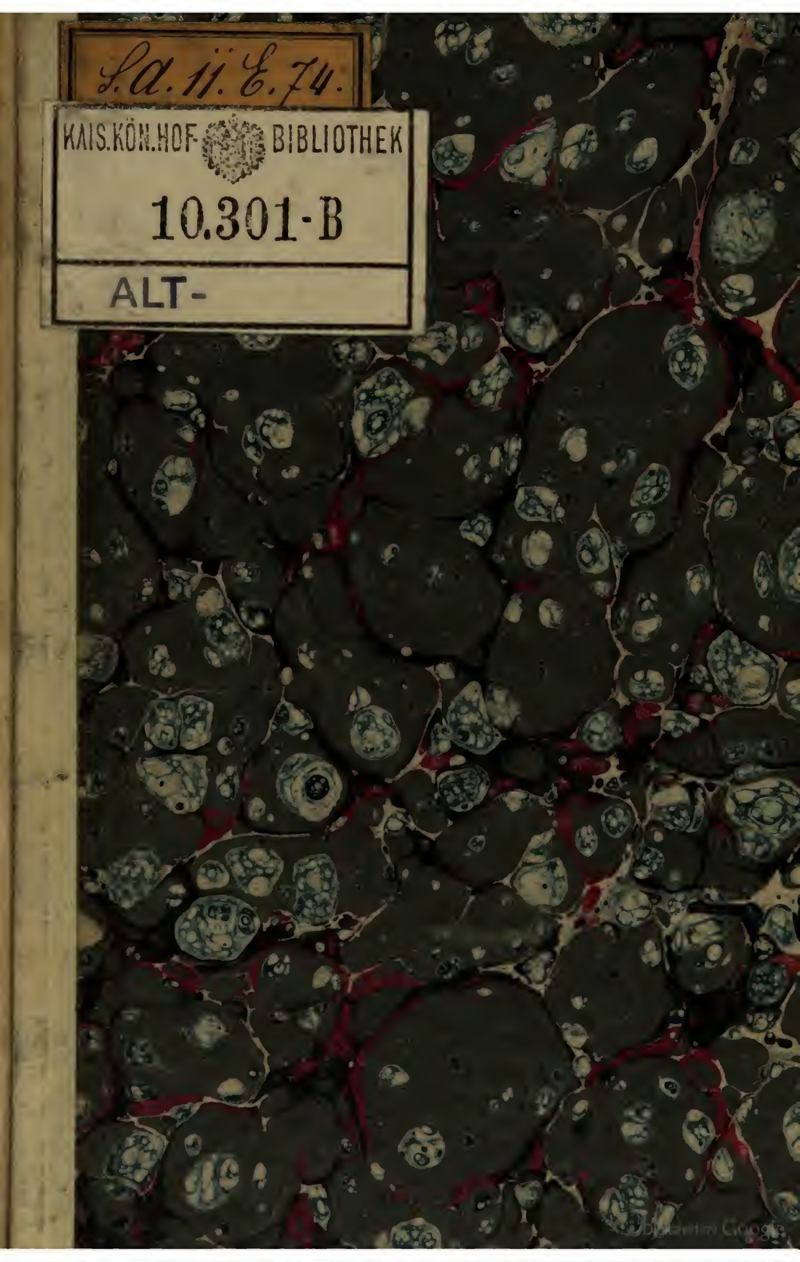


S.a.11.E.74.
KAIS.KÖN.HOF BIBLIOTHEK
10.301-B
ALT-



Offert à la Bibliothèque Impériale de Vienne, A. Charma

Caen, 1er juin 1855.

SUR LA LIBERTÉ

DE

L'ENSEIGNEMENT.

CAEN, IMPRIMERIE DE A. HARDEL.

SUR LA LIBERTÉ

DE

L'ENSEIGNEMENT,

DISCOURS PRONONCÉ A LA RENTRÉE SOLENNELLE
DES FACULTÉS DE L'ACADÉMIE DE CAEN
LE 4 NOVEMBRE 1840,

PAR M. A. CHARMA,
Ancien Élève de l'École normale,
PROFESSEUR DE PHILOSOPHIE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE CAEN.

Malgré tant d'écrits, qui n'ont, dit-on, pour but que l'utilité publique, la première de toutes les utilités, qui est l'art de former des hommes, est encore oubliée.
J.-J. ROUSSEAU, *Emile*, Préface.

PARIS,
Librairie classique et élémentaire de L. Hachette,
ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE,
RUE PIERRE-SARRAZIN, 12.

NOVEMBRE 1840.

A Monsieur de Salvandy,

ANCIEN MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, VICE-PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Monsieur,

La loi sur la liberté de l'enseignement, que le discours de la couronne nous avait annoncée, ne peut, quoiqu'un changement de Ministère en ait ajourné la présentation, tarder beaucoup à se produire. Cette grave question, portée à la tribune nationale, y sera envisagée sous toutes ses faces, sondée dans toutes ses profondeurs. Les hommes spéciaux que possèdent nos Chambres éclaireront la matière de toute la lumière qu'elle comporte, et nous sommes fondés d'attendre de leur sagesse, non pas sans doute dans son complet développement, mais à coup sûr dans ses bases les plus

solides à la fois et les plus larges, un code qui nous manque, le code de l'enseignement public. Votre expérience, Monsieur, votre dévoûment aux véritables intérêts de l'Université et de la France ne nous feront pas défaut en cette circonstance solennelle, et le passé nous répond de l'avenir. Oserai-je vous demander, avant que l'action ne s'engage, un moment d'audience? Je serais trop heureux, si ce travail, dont je vous prie d'agréer l'hommage, pouvait ajouter une pièce telle quelle au riche dossier qui est déjà entre vos mains!

J'ai l'honneur d'être,

MONSIEUR,

Votre très-humble et très-reconnaissant serviteur,

A. CHARMA,

Professeur de Philosophie à la Faculté des lettres de Caen.

Caen, ce 17 novembre 1840.

Messieurs,

Lorsqu'on accepte la périlleuse mission de porter la parole devant une assemblée aussi imposante que celle qui (je n'y songe point sans effroi) va me prêter un moment son attention, c'est un devoir pour l'orateur, auquel le choix de son sujet est remis, de chercher, afin de s'y arrêter de préférence, dans tout ce qui a pu être l'objet de sa pensée, ce qu'il aime le plus et ce qu'il sait le mieux. Là, en effet, il trouvera, s'il lui est donné de le trouver quelque part, le secret d'intéresser et de plaire. Aussi est-ce un usage plein de convenance à la fois et de modestie, que celui qui amène tour à tour le jurisconsulte à vous parler de son droit, le savant de sa science, le littérateur de ses théories littéraires, le médecin de ses vues sur l'art de guérir.

Il m'eût été bien doux, Messieurs, de suivre ces errements. Avec quel plaisir je vous aurais entretenus de ces études qui me sont si chères! Que j'aurais aimé à vous montrer, tel que je le conçois, le rôle que notre philo-

sophie est appelée à prendre et prendra quelque jour dans le drame de la vie sociale ! Mon enthousiasme, ma foi sincère et vive dans ces hautes destinées m'auraient tenu lieu d'éloquence; et, marquées de ce cachet, mes exagérations elles-mêmes, comme celles du père et de l'époux qui décrivent avec complaisance les vertus d'une fille chérie, d'une épouse adorée, auraient trouvé grâce devant vous.

Ce bonheur ne m'est point permis. Avant de s'appartenir à lui-même, chacun des membres d'une société appartient au système auquel il est lié ; et si la sécurité commune est troublée, si les intérêts généraux sont compromis, toutes les préoccupations personnelles s'effacent, ou du moins s'ajournent. Il est des instants où le corps enseignant ne connaît plus ni chimistes, ni géomètres, ni rhéteurs, ni philosophes ; où il ne compte plus que des professeurs.

Nous sommes dans un de ces instants critiques. Plus que jamais inquiète sur son avenir, la patrie universitaire appelle, comme autant de soldats dévoués à sa cause, ses fonctionnaires de tout ordre et de tout grade autour du drapeau qu'elle déploie. Serrons nos rangs, vous disait récemment encore l'illustre délégué (*) que naguère M. le Ministre de l'instruction publique envoya dans nos murs : l'heure du combat a sonné !

Un privilége qui confiait exclusivement à notre Université l'éducation nationale et que la loi du 28 juin avait déjà en partie déchiré dans nos mains, va être mis en lambeaux. Ce que la session de 1833 a fait pour l'enseignement primaire, la session prochaine le fera pour l'en-

(*) M. le baron Thénard.

seignement secondaire, et peut-être (car on ne s'arrêtera pas long-temps sur cette pente) pour l'enseignement supérieur. La carrière s'ouvre de toutes parts à tous les procédés, à toutes les méthodes pédagogiques. On ne s'élèvera plus contre ce qu'on appelait le monopole universitaire ; et notre corporation ne sera désormais qu'une association en quelque sorte particulière, à côté de laquelle s'établiront, pour lui disputer son influence et son champ d'action, mille associations rivales. Nous aurons bientôt, sur tous les points et dans toute son étendue, la liberté de l'enseignement.

Cette expérience que notre France tente à ses risques et périls, est, à coup sûr (on ne le remarque pas assez), un des évènements les plus graves que nos temps, si féconds en grandes choses, nous pouvaient donner en spectacle. Modifier chez une nation l'esprit et les doctrines qui s'emparent de l'homme à son berceau pour le suivre et le dominer dans tout le cours de l'existence, ce n'est rien moins, Messieurs, que changer l'attitude morale d'un peuple; et une mesure qui provoque des modifications de cette nature ouvre nécessairement la porte, je ne dis pas à ces révolutions superficielles, extérieures, plus apparentes que réelles, qu'on nomme révolutions politiques, mais à ces révolutions profondes, pénétrantes, plus réelles qu'apparentes, aux révolutions sociales, aux véritables révolutions.

Lorsque de telles questions se débattent si près de nous, se discutent chez nous, en attendrons-nous avec une indifférence et une impassibilité qui ne sont ni dans nos mœurs, ni dans nos devoirs, la solution toute fatale? Ne jetterons-nous pas au contraire, autant qu'il sera en nous, dans la balance où nos destinées se pèsent, nos

libres réflexions? C'est pour nous, Messieurs, bien plus encore que pour nos pères, c'est pour l'expérience et la force bien plus que pour la faiblesse et l'inexpérience, qu'il a été dit : Aide-toi, le ciel t'aidera.

Je viens vous entretenir aujourd'hui de cette disposition législative qui intéresse à un si haut degré l'avenir de l'Université, et par suite l'avenir de la France.

Poser devant vous, Messieurs, et tenter de résoudre toutes les questions partielles que comprend notre question générale, ce serait une tâche immense, et qui, outre qu'elle serait peu en harmonie avec ma faiblesse, demanderait un temps que vous ne pouvez m'accorder. Je me bornerai donc à toucher quelques-uns des nombreux problèmes qu'elle soulève, choisissant, pour les agiter ici, ceux qui se rapprochent le plus de mes habitudes intellectuelles, et qui, d'ailleurs, me semblent se prêter à des considérations moins indignes de vous. J'étudierai, sans prétendre épuiser mon sujet, la mesure qui émancipe chez nous l'enseignement public : en premier lieu, dans sa légitimité et dans son opportunité ; en second lieu, dans ses conséquences probables, soit en bien, soit en mal ; en troisième et dernier lieu, dans quelques-unes des obligations qu'elle crée, d'une part, pour le pouvoir qui la propose, de l'autre, pour l'Université qui l'accepte ou la subit.

Et d'abord, la liberté de l'enseignement doit-elle un jour ou un autre prendre place chez un peuple, dont la vie ne sera pas suspendue avant l'heure, entre ses institutions?

Pour établir avec quelque rigueur la réponse que je donne à cette question, je me vois condamné à partir d'un peu haut, et en apparence d'un peu loin; ne vous en effrayez pas. Le point de départ éclairé, toute la carrière

sera lumineuse. En abordant notre problème à mi-route pour arriver plus vite, nous l'embarrasserions de mille incidents qui nous arrêteraient à chaque pas et dont par là je vous sauve. Allonger ainsi, c'est abréger. Si donc je vous parais en commençant me reporter à la création, ne vous hâtez pas trop, dans votre intérêt bien-entendu, de m'appeler au déluge.

Je constate en moi, Messieurs, dans mon commerce continuel avec la nature extérieure, deux états successifs ou simultanés qu'incessamment je me donne. Tantôt je me saisis, lorsque mon activité atteint et déplace les corps qui m'environnent, comme voulant purement et simplement écarter un obstacle qui me gêne ; je repousse ces objets qui m'importunent sans autre intention que celle d'en débarrasser mon chemin. Tantôt, au contraire, je veux formellement, expressément, quand j'ébranle le milieu dans lequel je me meus, le plier à mes vues, le faire servir à mes desseins. Les réalités qui m'entourent se disposent entre mes mains, à ma voix, sous mon souffle, comme autant de moyens qui tendront de concert au but commun que je leur marque. Dans cette dernière situation où je viens de me surprendre, je me sais comme force intelligente et libre ; capable de prévision et de préméditation ; pouvant dans l'occasion se poser et atteindre, avec le concours de certains auxiliaires plus ou moins dociles à ses ordres, une fin déterminée ; comme cause finale, en un mot.

Ce que je sens en moi, Messieurs, vous le sentez en vous. L'individu sous ce rapport, c'est l'espèce ; l'homme, c'est l'humanité.

L'humanité même en ceci n'est pas privilégiée ; ce que nous pouvons à ce titre, l'animalité tout entière le peut.

Nous reconnaissons autant de causes finales que nous comptons d'êtres vivants.

Le monde en est rempli. Mais au-delà du monde où nous voyons, où nous entendons s'agiter cette innombrable armée de causes intentionnelles, ne trouvons-nous que le néant et son silence, que la nuit et ses ombres?

Il y a, Messieurs, entre vos âmes et la mienne, un abîme, un abîme sans fond. Je vous visite cependant, et vous me visitez. C'est que là où l'observation nous abandonne parce que la terre manque sous son pied, d'autres puissances auxquelles il a été donné de fendre l'air, l'induction et la foi nous prennent sur leurs ailes; et par elles l'intervalle qui nous sépare est comblé. Cet homme qui se précipite et dispute à la mort l'enfant que déjà le fleuve avait enseveli dans ses ondes, ne vous laisse-t-il pas apercevoir en lui, au-delà des mouvements matériels qui aboutiront à la conservation d'une existence compromise, l'intention formelle de la sauver ? L'araignée qui tend sa toile et la répare lorsqu'un accident l'endommage, ne songe-t-elle pas évidemment à la proie qui bientôt tombera dans le piège, et dont elle vivra ?

Nous découvrons dans les êtres animés, avec lesquels nous sommes en rapport, l'énergie volontaire, intentionnelle dont ils sont pourvus, à travers ces formes organiques, qui, tout en nous la dérobant, nous la révèlent. Ce n'est pas tout. L'agent interne et caché ne se produit pas seulement dans cet instrument matériel qu'il porte partout avec lui et que nous appelons son corps; il se projette sans cesse et rayonne hors de cette étroite enceinte. Le monde extérieur s'ouvre devant lui ; il en prend possession ; il le parcourt comme son domaine; et, lorsqu'il le quitte, on peut encore y remarquer de toutes

parts les traces qu'y laissa son passage. Que l'ouvrier opère près de moi, loin de moi, peu m'importe, si son œuvre me reste et témoigne en son nom. Dans l'effet présent, je vois la cause absente. Ce temple ruiné, dont une terre maintenant inhabitée offre au voyageur les débris épars, lui dénonce l'architecte qui jadis l'a construit; et si j'aperçois, en abordant une plage inconnue, une figure de géométrie dessinée sur le sable, je m'écrierai, sans hésiter, avec un ancien philosophe : Voici des pas d'homme!

Quel est donc ce symbole spécial qu'une force intentionnelle, une cause finale grave sur tout ce qu'elle touche et auquel nous la reconnaissons toujours? Ces mauvaises herbes que le jardinier n'arrache que pour les détruire s'entassent pêle-mêle, s'accumulent confusément, en un mot se juxtaposent. Ces idées que je destine à traduire une pensée, à soutenir une thèse, s'ordonnent, se combinent, s'harmonisent, s'enchaînent par les liens mystérieux qui portent l'unité au sein de la variété, en un mot s'organisent. Au-delà d'une pure juxtaposition, il n'y a rien pour l'intelligence humaine; tel est le caractère d'une œuvre faite, comme nous disons, au hasard. Au-delà d'une organisation quelconque (tel est est en effet le caractère d'une œuvre disposée comme moyen pour atteindre une fin), la raison va chercher et découvre un principe organisateur.

L'univers, c'est, pour quiconque ne ferme pas les yeux à la lumière, ce temple trouvé par nous dans le désert; c'est cette figure qu'à l'entrée du vaste empire dont le puissant monarque se dérobe actuellement à nos regards, nous voyons empreinte sur le sable du rivage. Laissons-nous donc aller (la résistance ici serait plus qu'impie, elle serait absurde) à la droite et sainte pensée qui nous

montre dans le lointain, sous le voile dont il se couvre, le suprême architecte, le géomètre éternel !

Si vous ne m'accordez cette vérité, Messieurs, je les nie toutes. A quiconque me contestera la légitimité de l'essor qui m'élève à l'être des êtres, je couperai aussitôt, en m'armant contre lui de son doute, le chemin qui le mène, non-seulement au monde extérieur, mais encore, dans le monde interne, à l'un des phénomènes les mieux constatés par tout être vivant, à son identité personnelle. Je le condamnerai immédiatement à une solitude absolue; et, qui plus est, retranchant à son existence propre le passé et l'avenir que seule l'induction peut lui donner, je ne lui laisserai que l'instant indivisible dans lequel le présent l'enferme. Non, Messieurs, il ne faut croire en rien, pas même en sa propre durée, ou il faut croire en Dieu.

L'univers est une œuvre divine; car l'univers est un ensemble organisé. Dans l'univers, l'homme est un des produits les plus élevés de la cause suprême ; car l'homme est une des plus merveilleuses organisations que nous y puissions admirer.

L'univers a donc un but ; l'homme une destination. — Quel est le but de ce vaste ensemble au sein duquel nous sommes perdus ? C'est ce que jusqu'ici l'inspiration religieuse a pu seule se hasarder à nous dire. La science, sur ce point, garde encore le silence, et comme elle nous nous tairons. Mais si la prudence philosophique hésite à se prononcer sur le grand problème, sur le problème universel, il est plus d'une des questions particulières qui le décomposent sur lesquelles elle est en droit, dès aujourd'hui, d'oser une conjecture, de proposer une solution. Nous croyons savoir, ou plutôt nous savons, quelle est la destination spéciale de tel ou tel être, et entr'autres de l'être

que, sous ce rapport, il nous importe le plus de connaître, c'est-à-dire de l'homme.

Permettez-moi de vous expliquer en deux mots comment cette science nous est venue ; comment, dans tous les cas analogues, elle peut et doit nous venir. — Pour obtenir la fin d'un être, voici, selon moi, le procédé infaillible qu'il lui faut appliquer. Prenez l'agent dont vous voulez déterminer la destination. Constatez ce qu'il fait, ce qu'il fait partout et toujours ; puis retranchez à cette existence que l'observation vous donne telle qu'elle est, tout ce qui vous blesse, tout ce qui vous répugne en elle; substituez à chacune de ses imperfections une perfection correspondante ; élevez le réel à son idéal. Vous aurez la fin de cet être.

La fin de l'homme, Messieurs, c'est de bien faire ce que trop souvent, hélas! il fait si mal. Mais enfin que fait-il? qu'est-ce que la vie humaine?—Notre attribut fondamental, essentiel, l'attribut qui constitue notre existence personnelle, c'est la volonté. L'homme est avant tout un être qui veut. Comment la vie volontaire se déroule-t-elle partout et toujours ? La voyez-vous au berceau soumise à la nature, esclave de l'autorité, soit domestique, soit sociale; plus tard, s'efforçant de briser, pour se conduire par ses propres inspirations, et brisant ce frein salutaire; enfin, lorsqu'elle s'est constituée maîtresse d'elle-même, se livrant librement à un principe d'action auquel elle obéit? Ainsi se développe dans tous les temps, dans tous les lieux, au milieu des conditions les plus diverses, la volonté humaine, passant tour à tour de l'esclavage à l'indépendance, de l'indépendance à la liberté.

Telle est la vie. Nous ne la changerons point. Qu'elle suive donc son cours! Seulement qu'elle trouve partout

autour d'elle, au lieu de ces mille obstacles qui l'entravent et la gênent, toutes les conditions qui la peuvent seconder et servir! L'autorité qui pèse sur le premier âge est trop souvent une tyrannie; qu'elle soit toujours une tutelle! L'émancipation est aveugle et irréfléchie; qu'elle soit circonspecte et clairvoyante! La liberté, alors, ne sera plus la licence; elle ne sera plus le dévergondage de la pensée et de l'action; elle sera, ce qu'elle doit être, l'obéissance volontaire à notre véritable maître, la soumission à la loi!

Je comprends, Messieurs, votre impatience, et j'arrive. En fixant avec vous la destination de l'individu, j'ai du même coup fixé la destination de l'espèce. L'humanité, ainsi que l'homme, est tout entière dans la volonté; ainsi que l'homme, l'humanité passe du régime de l'autorité qui dirige son enfance, au régime de l'indépendance que demande sa jeunesse, pour arriver dans son âge mûr au régime suprême, au régime qui couronne la vie sociale comme la vie individuelle, à la liberté.

Ce qui est devait être. Un peuple enfant veut une main amie qui soutienne ses premiers pas et l'introduise doucement dans l'arène; autrement, il roulerait de chute en chute et se perdrait bientôt dans l'abîme. Et cependant, quelque douce que soit leur enfance, les nations grandissent; elles devaient grandir. Qui de nous accepterait, en échange de cette existence provisoirement fatale, définitivement indépendante et libre qui nous a été départie, une existence éternellement soumise à la fatalité? Qui de nous, s'il en avait le pouvoir, arrêterait sa course à l'âge de la servitude par lequel il la commence? Nous ne voudrions point de cette vie avortée. La fleur après la feuille; le fruit après la fleur! Qu'elles soient de fer ou

d'or, ces chaînes que portait notre enfance tomberont de nos mains selon le vœu de notre raison comme selon le vœu de notre nature ; et nous estimons trop haut, pour nous le laisser jamais ravir, le magnifique privilége que seul entre toutes les créatures l'homme ici-bas possède, d'entrer de nous-mêmes et de nous associer dès cette vie, par l'usage glorieux de notre force libre, aux vues du Créateur !

Un âge vient donc pour nous où l'autorité qui nous conduisait, après avoir fait notre éducation, se retire et nous livre à nos propres lumières; où la cité, après avoir été gouvernée par une expérience étrangère, est mise en demeure de se gouverner elle-même. Que sont au fond, Messieurs, nos gouvernements représentatifs ? Ils succèdent partout, vous le voyez, au régime de l'autorité, à la monarchie absolue. Ils préparent doucement, sagement, l'émancipation sociale; ils provoquent de tous leurs moyens, et réalisent, là où ils le peuvent sans trop de péril, le gouvernement du pays par le pays.

Ce n'est pas seulement dans telle ou telle sphère de l'action sociale que cette substitution du régime de l'indépendance au régime de l'autorité se produit et doit se produire; c'est dans toutes. L'art s'émancipe comme l'industrie, la science comme la vertu. Que l'enseignement ait donc son tour ! Pour l'enseignement, ainsi que pour le reste, après le régime de l'autorité le régime de l'indépendance; après le droit divin le droit constitutionnel !

L'enseignement devait être un jour émancipé, déclaré libre ; mais ce jour était-il venu ? La mesure qui l'affranchit est assurément légitime; mais est-elle opportune? J'ose l'affirmer, en faisant mes réserves toutefois. Car je n'oublie pas que je sors ici du terrain solide de la science

où la certitude peut s'asseoir, pour entrer sur le sol mobile de la politique où la probabilité ne pénètre qu'à grand'peine, où nos conjectures ne marchent qu'en bronchant. Voici, dans tous les cas, sur quelles observations mon opinion se fonde.

Il est des indices à l'aide desquels le pilote, encore en pleine mer, pressent le voisinage du continent qu'il espère. Il est des signes qui révèlent à l'homme d'État l'approche, la venue de ces besoins sociaux auxquels sa prudence se hâte d'offrir, pour ne se la pas voir plus tard arracher par la violence, leur légitime satisfaction.

En général, si un principe, quel qu'il soit, est admis par une législation quelconque, si ce principe a pénétré dans les mœurs de la nation, s'il s'est rangé au nombre de ces croyances dont la raison publique d'une époque n'est que la somme, soyez assurés que toutes les vérités secondaires qui en dépendent lui seront successivement amenées; pour y rattacher tour-à-tour chacune d'elles, la logique nationale n'attend qu'une chose; qu'elle soit avertie qu'il y a devant elle un filet d'eau qui s'échappe de son fleuve, un lac formé par l'une de ses mers.

Or, Messieurs, le citoyen que nos lois autorisent à élire, pour ses intérêts de toute sorte, ses représentants, ses mandataires, ses fondés de pouvoir, n'était-il pas illogiquement privé du droit de choisir ceux qui le doivent représenter dans une des circonstances les plus importantes de sa vie; ceux auxquels il veut confier ce qu'il a de plus cher, l'avenir tout entier de sa jeune famille, l'éducation de ses enfants? Ce droit, en effet, quoiqu'il ait été plus ou moins expressément reconnu depuis 89 jusqu'en 1830 par les différents régimes qui ont occupé ce

demi-siècle, nous était réellement interdit. Tout au plus nous était-il permis d'introduire à grands frais, au foyer domestique, un précepteur selon nos goûts ; l'éducation publique, l'éducation à bon marché, la seule après tout à laquelle le gros de la nation puisse prétendre, la seule d'ailleurs où la vie sociale s'apprenne et se prépare, ne connaissait que l'enseignement universitaire, et l'Université était tout entière sous la dépendance de l'État. Ce qu'on nous accordait d'un côté, on nous le retirait de l'autre; notre droit périssait faute de se pouvoir exercer. La position n'était pas tenable. Ce mensonge ne vivait que parce qu'au milieu de nos préoccupations de tout genre il passait inaperçu. La Restauration, Messieurs, à laquelle nous devons peut-être quelque reconnaissance pour tout le bien qu'elle nous a fait réellement au lieu du mal que, probablement sans le savoir, elle voulait nous faire, prit soin elle-même de nous dessiller les yeux ; et par là elle contribua, autant qu'il était en elle, à notre émancipation véritable. L'éducation de l'enfance et de la jeunesse fut ostensiblement détournée, par ses mains inintelligentes, du lit que les temps lui avaient creusé ; et il ne tint pas à ces fanatiques adorateurs du passé que notre monde universitaire, tournant le dos à la bannière qu'il devait défendre, ne reprît, par un déplorable retour, les couleurs du moyen-âge. La France cependant voulait marcher devant elle; elle ne pouvait faire cause commune avec ces étranges conspirateurs qui avaient juré, dans leur aveugle colère, de supprimer au moins une des divisions de la durée, l'avenir. Elle s'émut, fronça le sourcil, leva le bras; toutes ces résistances factices aussitôt s'évanouirent; les destinées reprirent leurs cours; et notre soleil, dissipant le nuage dont

un moment sa face avait été obscurcie, n'en jeta que plus de feux. Le péril auquel nous venions d'échapper nous avertissait assez des précautions que nous devions prendre pour en préserver notre marche ultérieure, et la Charte de 1830 s'engagea à fonder sérieusement chez nous la liberté de l'enseignement.

Je vous le demande, Messieurs, le vœu national qui réclamait cette liberté pouvait-il choisir, pour se prononcer, un moment plus convenable? N'est-ce pas surtout lorsque la douleur nous accable, qu'il nous est permis d'appeler le baume qui la pourra calmer?

Notre loi est à la fois légitime et opportune. A ce double titre elle sera nécessairement utile; et je vois de toutes parts, grâce à son action salutaire, le bien succéder au mal. Qu'il me suffise de vous signaler un des nombreux services qu'elle est destinée à nous rendre!

Les quatorze siècles d'existence que compte le royaume de France constituent, Messieurs, à mon avis, notre enfance nationale. Ne murmurez pas trop contre ce jugement. Ne vous plaignez pas d'être jeunes. Pour moi, j'aime à voir s'ouvrir devant ma patrie, en dépit de tous ces prophètes de malheur qui déjà sonnent ses funérailles, un long, un brillant avenir! Jusqu'ici donc ce peuple enfant a dû vivre d'une vie empruntée; il a dû obéir à un mobile extérieur. Il lui fallait une tutelle. Savez-vous quel a été ce tuteur? C'est, Messieurs, un triple esprit qui s'est combiné pour présider à notre éducation première, l'esprit juif ou oriental, l'esprit romain et l'esprit grec. L'Orient nous a donné sa religion, Rome ses lois, la Grèce sa science. Religieuse, politique, scientifique, notre éducation a été ce qu'elle devait être; nul peuple en Europe n'a marché mieux que nous, pendant cette longue période, dans la triple voie

où nos papes, nos empereurs et nos commentateurs d'Aristote nous ont engagés et conduits. L'Université, pour sa part, a dignement rempli sa tâche : il était difficile d'exprimer de la sagesse ancienne, avec plus d'habileté et de dévouement, la nourriture substantielle qu'elle était chargée d'en tirer. Aujourd'hui cette tutelle expire ! L'humanité sent frémir dans ses flancs un fils de l'esprit antique qui l'a puissamment fécondée ; l'esprit nouveau est à son terme ; il ne demande plus qu'à naître ! Nos méthodes pédagogiques veulent donc être, pour se mettre en harmonie avec notre condition présente, développées sur quelques points, transformées sur d'autres, modifiées sur tous (1). Ces modifications, Messieurs, ces transformations, ces développements, quelle mesure pouvait les provoquer plus énergiquement, les déterminer plus infailliblement que celle qui abaisse la barrière devant toutes les ambitions ; qui invite tous les systèmes à se montrer, toutes les singularités à se produire ; qui met enfin l'éducation publique au concours ? Ne voyez-vous pas déjà, dans ce vaste creuset où tant d'idées vont descendre, le principe qui nous anime attirant à lui, par une affinité secrète, les éléments qu'il peut s'assimiler ; repoussant au contraire, par une antipathie marquée, ceux qui ne feraient qu'encombrer et obstruer les canaux dans lesquels la vie coule et circule ; cherchant enfin et rencontrant la nourriture qu'il réclame non seulement pour s'accroître, mais encore pour s'affermir ?

Voilà, comme nous disons, le beau côté de la médaille. En voici le revers. Ne découvrez-vous pas avec moi sur cette mer inexplorée, que nous allons maintenant courir, un double écueil contre lequel, si nous ne résistons avec énergie aux vents qui nous y portent, nous risquons fort de nous briser ?

L'Université est, dans mon opinion, et dans la vôtre sans doute, un corps éminemment utile; c'est le noyau nécessaire d'une organisation qui ne demande qu'à s'étendre: c'est un centre autour duquel mille éléments épars ou entassés dans notre chaos social aspirent à s'ordonner. La liberté qui nous est faite ne tend-elle pas à dissoudre, au lieu de lui donner sa suite et son complément légitime, cette organisation commencée? Voyez, Messieurs, et jugez. —Une antique corporation régnait sans partage sur l'enseignement public. La loi parle; et tout-à-coup mille associations rivales lèvent la tête et s'installent à ses côtés. Que fera la nation en cette circonstance? Ce qu'elle aurait à faire n'est pas douteux. Libre de choisir son guide, ne reconnaîtra-t-elle pas à des indices certains, entre ceux qui se disputent sa confiance, à qui elle la peut accorder sans inquiétude, à qui au contraire elle la doit refuser? Ici, elle trouvera un corps depuis long-temps constitué; des méthodes sagement et patiemment éprouvées; des hommes, tels que nos Jouffroy, nos Cousin, nos Villemain, nos Guizot, nos Thénard, nos Salvandy, et tant d'autres que leur génie lui recommande autant que leur vertu: là, des institutions nées de la veille; des méthodes qui à toute force voudront être nouvelles et qui le seront au moins en apparence, sinon en réalité; un personnel sans nom, aussi neuf, aussi inexpérimenté que les procédés au service desquels il viendra se mettre. Placée entre ces deux prétendants, la raison publique pourrait-elle hésiter? Le père de famille, pour peu qu'il comprenne ses intérêts et ses devoirs, ne lancera pas à l'aventure, dans des routes impratiquées, impraticables peut-être, les enfants qu'il aime plus que lui-même; ce n'est pas sur des têtes si chères qu'il consentirait à tenter, comme sur

des choses sans valeur, une périlleuse expérience ; il s'adressera donc à nos vieilles écoles ; et nous le verrons remorquer librement sa barque prudente au navire universitaire. C'est là, Messieurs, ce que la nation devrait faire ; est-ce là ce qu'elle fera ? Hélas ! nous ne savons que trop combien la passion est aveugle. Nous n'en sommes plus à apprendre comment en plein jour et dans les questions les plus simples un peuple tout entier peut s'égarer et s'égare. Ne connaissons-nous pas assez cet esprit de réaction qui emporte si souvent un mouvement légitime à son point de départ, au-delà des limites où cette légitimité expire? et les principes les plus utiles, tant qu'ils restent dans la mesure, ne deviennent-ils pas sans cesse des sources intarissables de misères, parce qu'ils tombent dans l'excès? On ne passe point sans danger d'un extrême à l'autre. Toute crise est naturellement salutaire, nous ne l'ignorons pas; mais l'art, en y portant la main, ne peut-il pas faire, et ne fait-il pas tous les jours de ce qui était une ressource pour la vie, un moyen de plus pour la mort?

Le péril que je vous signale ici tient à notre nature. Partout où se produit l'homme, là se montrent l'exagération et l'abus. C'est l'écueil humain.—Un autre danger nous inquiète encore, plus passager sans doute, plus local, mais aussi plus menaçant. Il naît des circonstances dont notre gouvernement marche entouré. C'est l'écueil politique. — Tout ce qu'il y a, Messieurs, dans notre France d'esprits sages, éclairés, honnêtes, quelles que soient d'ailleurs les sympathies qui les unissent à telle ou telle forme gouvernementale, à telle ou telle dynastie, s'accordent aujourd'hui à reconnaître que ce n'est pas par des tourmentes continuelles, par des révolutions de chaque

jour, qu'une société avance. On avoue enfin (et, quoique tardif, cet aveu n'en est pas moins heureux) qu'il faut, pour édifier quoi que ce soit, avoir sous ses pieds une base solide; que l'avenir ne saurait être qu'à la condition de s'appuyer sur le présent et le passé; qu'en un mot, le premier devoir du citoyen envers la patrie, c'est de maintenir ce qui est. L'esprit de conservation, lorsqu'il ne s'entête pas dans une immobilité qui, du reste, est impossible, c'est l'esprit de progrès. Le radicalisme (conjurons-le, Messieurs, de tous nos efforts réunis), le radicalisme qui, pour tendre à son but, invoque la tempête, va nécessairement au naufrage. Au nom du ciel, jeunes gens, au nom de la patrie que vous aimez et qui vous aime, ne vous laissez pas prendre à ses vaines promesses; ne montez point sur son bord(2)! Que voulons-nous donc, je vous le demande ? Notre gouvernement n'est-il pas le gouvernement le plus généreux, le plus libéral, le plus intelligent des gouvernements de l'Europe? Vous n'échangeriez pas, j'imagine, le règne de la Charte pour celui du bon plaisir; et ce n'est pas l'absolutisme de la Russie, ni l'administration paternellement despotique de la Prusse ou de l'Autriche, qui vous pourraient sourire! L'Angleterre, le gouvernement anglais veux-je dire en impose davantage à ceux qui ne le voient que de loin, et à travers les prestiges dorés dont il se voile. Regardez-y de plus près. Soulevez ce manteau de pourpre. N'apercevez-vous pas, sous ces langes féodaux qu'il n'a pas su dépouiller quand l'heure en était venue, des signes de décadence, des symptômes de dépérissement ? Son machiavélisme raffiné, son étroit égoïsme (encore un coup je ne parle que du gouvernement anglais, je ne parle pas de l'Angleterre) ne vous dénotent-ils point

cette phase de la vie où la force qui s'en va intronise la ruse en sa place; où le sang appauvri, ne pouvant désormais échauffer tous les membres, se concentre et se resserre autour du cœur ? Mettez donc en balance cette politique qui se replie sur elle-même, cette politique de vieillard, avec notre politique ouverte, expansive, désintéressée, chevaleresque! Le mensonge, Dieu merci, n'est pas une des conditions de notre existence sociale; et nous pouvons, nous voulons vivre à la fois pour l'Asie comme pour l'Europe, pour le monde comme pour nous (3)! Que si nous allons des gouvernements aux souverains qui les dirigent, je vous prierai de me montrer sur un trône quelconque (passez en revue toutes ces Majestés) un Prince aussi éclairé, aussi habile, aussi dévoué que celui qui fonde en ce moment, avec tant de gloire et de bonheur, nos destinées futures. *(Vifs applaudissements.)* Nous le pouvons dire, Messieurs, sans enthousiasme, sans flatterie; le gouvernement français est le premier gouvernement du monde, et notre Roi le premier des rois! — Voilà ce que pensent, voilà ce que disent (avec trop de timidité seulement, je leur voudrais un peu plus de courage) les hommes que la passion n'aveugle point, et auxquels de honteuses frayeurs ne ferment pas tout-à-fait la bouche. Mais, il le faut bien reconnaître quoi qu'il nous en coûte, à côté de cette majorité trop circonspecte, trop prudente, se dresse une minorité (je n'ai pas de haine pour elle; on doit plaindre et non haïr le malheureux qui s'égare) insolente, téméraire, imprévoyante, marchant à son but par tous les chemins, et s'armant contre l'obstacle qui la gêne de toutes les armes que sa main peut saisir (*). Cette

(*) Qu'on n'affecte pas de s'y méprendre. Cette minorité, dont nous parlons ici, ne se compose pour nous ni des légitimistes, ni des

minorité qui, comme les harpies du poète, souille toutes nos franchises, et qui, si nous ne nous sentions pas la force de la surveiller sans cesse et de déjouer un à un, avec l'aide de Dieu qui évidemment nous protège, ses abominables complots, nous dégoûterait enfin de nos libertés par l'effroyable abus que nous lui en voyons faire, comment et dans quel esprit accueillera-t-elle, exploitera-t-elle cette loi d'émancipation ? Il n'est que trop facile de le prévoir. La jeunesse sera séduite, corrompue. On infectera l'air, qu'on lui laissera respirer, de principes funestes. On lui fera haïr ce qu'elle devrait aimer, aimer ce qu'elle devrait haïr. Puis, quand le moment sera venu, on lâchera sur une société qu'ils auront prise en horreur, contre des institutions qu'ils seront habitués à maudire, ces citoyens étranges qui n'entreront dans la cité que pour l'ébranler par la calomnie, jusqu'à ce qu'ils puissent, s'ils le pouvaient jamais, la ruiner en allumant dans son sein le feu des guerres civiles, ou en versant, dans un accès de délire sauvage, le plus pur de son sang !

Eh quoi ! parce qu'il y aura autour de nous quelques insensés qui abuseront de la liberté de parler et d'agir, faudrait-il que toutes les bouches fussent éternellement

républicains pris en masse et sans distinction. Tout en déplorant les divergences d'opinion qui morcellent notre unité nationale, nous n'en reconnaissons pas moins dans tous les camps des hommes d'honneur et de conscience, que nous estimons, que nous respectons, et que nous rapportons, ainsi que nous l'avons dit plus haut, à cette majorité que forment pour nous les honnêtes gens de tous les partis. Nos paroles ne s'adressent qu'aux partisans aveugles, fanatiques, d'une théorie politique quelconque, qui ne veulent voir et ne voient que le succès de leur idée, et qui, pour en venir à leurs fins, ne reculent pas même devant un crime. Ce sont ceux-là seulement que nous nous permettons de condamner et de plaindre.

bâillonnées, tous les bras éternellement enchaînés? A ce compte, Messieurs, l'animal serait au-dessus de l'homme, la plante au-dessus de l'animal. A ce compte, l'immobilité vaudrait mieux que le mouvement, la mort que la vie, le néant que l'être. Il n'en est rien; et ce n'est pas d'ailleurs pour nous une question à débattre. Nous voulons vivre, et vivre libres. Nous paierons donc, au prix irrévocablement fixé par la nature même des choses, cette existence et cette liberté.

Combattre, toujours combattre, tel est en ce monde le partage de l'homme. Le génie du bien dispute pied à pied au génie du mal le terrain sur lequel il parvient à s'établir. Après avoir, par de longues et pénibles luttes, conquis l'empire qui lui appartient, c'est par des luttes plus longues et plus pénibles encore qu'il maintient sa conquête. Vous donc, qui appelez de tous vos vœux le triomphe de l'ordre sur le désordre, de la raison sur la passion, de la vertu sur le vice, citoyens généreux, magistrats dévoués, ne vous rebutez point! Généraux et soldats, veillez sur la chose publique. Que chacun soit à son poste! Qu'au jour du combat la patrie vous trouve sous les armes! Cependant combinons, avec toute la sagesse et la maturité dont nous sommes capables, les moyens d'attaque et de défense que nous avons entre les mains ou que nous pouvons nous donner.

Ce n'est pas à moi, Messieurs, perdu, comme je le suis, dans la foule et caché au gros de l'armée, à vous tracer un plan de campagne. J'attends avec confiance les ordres qui me viendront de mes chefs, et je mettrai toute ma gloire à les bien comprendre et à les bien servir. Qu'il me soit permis toutefois de vous exposer quelques-unes des vues que la question actuellement pendante a éveillées

en moi, et que probablement elle aura soulevées dans plus d'une intelligence. C'est le denier qu'un des plus pauvres citoyens de la patrie universitaire vient, dans la détresse commune, offrir humblement au trésor.

Certes, Messieurs, la position nouvelle que l'émancipation de l'enseignement va nous faire impose à l'État de rigoureux devoirs. Oserai-je les compter et les décrire?

Cette liberté dont notre législation va doter la France, déjà si riche en libertés de tout genre, elle n'est pas illimitée sans doute. Quand on nous parle d'un enseignement libre, on ne prétend pas dire, à coup sûr, que des écoles pourront s'ouvrir où l'immoralité, l'irréligion, l'anarchie étaleront impudemment leurs dogmes destructeurs; où la raison publique et la conscience nationale seront journellement insultées, bafouées, foulées aux pieds; où toutes nos institutions seront ouvertement minées et sapées jusque dans leurs fondements. L'État fixera donc avec la plus grande précision le point où notre droit commence, le point où il finit.

Ces limites entre lesquelles notre droit sera contenu, quelque large que soit le champ qu'elles nous laissent, plus d'une fois elles seront franchies. L'État se réservera au nom même de la liberté qu'il nous apporte, les moyens de réprimer la licence qui voudrait sous son nom s'installer en sa place. C'est une triste chose assurément que de voir chacun des bienfaits de la civilisation s'entourer ainsi de châtiments, se hérisser de menaces, et ajouter à cette liste de peines que nous aimerions tant à réduire. Mais il faut bien se résigner, pour long-temps encore, à cette déplorable condition de nos progrès en tout genre. Long-temps encore, nous n'aurons pas, pour apprécier la hauteur morale et sociale à laquelle une

nation se sera élevée, de mesure plus exacte et plus significative que les développements et le volume de son code pénal.

Le droit ou plutôt le devoir de punir va s'étendre. Avec lui s'étendra d'autant le droit ou plutôt le devoir de connaître et de poursuivre le délit. De l'aveu et au nom de nos lois, le pouvoir exécutif surveillera l'exercice et constatera l'emploi de cette liberté que le pouvoir législatif nous assure. Toute maison d'éducation est une maison publique ; comme telle, elle tombe sous l'inspection de l'État. Que, sous aucun prétexte, ses portes ne lui soient fermées. Qu'à toute heure, il puisse y suivre dans son jeu, y étudier dans ses produits chacun de ces mécanismes partiels dont se composera le vaste mécanisme de l'enseignement national.

Ainsi le pouvoir maintiendra, autant qu'il sera en lui, dans la ligne du devoir, ces institutions qu'il va, en frappant du pied la terre de France, en faire jaillir de toutes parts. Ainsi il fondera, à côté de l'Université, un enseignement public qui pourra, dans un avenir plus ou moins éloigné, rivaliser sérieusement avec elle. — Cette concurrence, l'Université ne la craint pas ; elle la désire au contraire et l'appelle. Son zèle, si par hasard il se refroidissait, en serait réchauffé ; et d'ailleurs le pays ne saura bien tout ce qu'il lui doit que lorsqu'il aura vu de ses yeux ce qu'en dehors d'elle on peut faire. Mais puisqu'enfin l'État nous met aux prises avec des établissements rivaux, il ne nous refusera pas assurément les conditions sans lesquelles nous ne saurions dignement soutenir le combat. Ces conditions que nous attendons de la bienveillance et de l'équité de nos législateurs, quelles sont-elles ?

C'est un mal, Messieurs, un grand mal que l'instabilité. Pour s'harmoniser complètement avec le milieu social dans lequel on vient vivre, il faut du temps. Avec les années, un commerce sérieux s'établit ; les habitudes se forment et s'enracinent ; vous avez besoin de ce qui vous entoure, ce qui vous entoure a besoin de vous. Vous acquérez d'ailleurs par un long usage cette expérience spéciale des choses et des hommes avec et sur lesquels vous devez agir ; et chaque jour vous apporte, pour bien faire, une condition de plus. Dans notre état actuel, ce progrès est impossible. A peine êtes-vous posé sur cette branche, qu'aussitôt, comme l'oiseau, vous la quittez pour une autre. Depuis dix ans que j'ai l'honneur d'appartenir à l'Académie de Caen et à votre ville, Messieurs, que vous me permettrez d'aimer autant que si elle était la mienne, j'ai vu, pour ne citer qu'un exemple entre mille, cinq professeurs successivement chargés de l'enseignement philosophique du collége ; et comme si la mobilité devait, en vertu d'une loi encore indéterminée, s'accroître dans une progression uniformément décroissante, le premier, je crois, quitta son enseignement après la quatrième année, le second après la troisième, le troisième après la seconde, le quatrième enfin après la première ; le cinquième, qui nous arrive, si la progression continue, doit déjà songer au départ (4) ! *(Rire universel.)*

Je viens de vous montrer le mal que je vous signale par un triste côté ; vous le montrerai-je par un côté plus triste encore ? Ce n'est pas seulement le divorce continuel de l'agent et de son théâtre que nous avons à déplorer. On va plus loin. On sépare, avec une étonnante facilité, le fonctionnaire de sa fonction. D'un régent d'humanités, par exemple, on fera, sans hésiter, dans l'occasion,

un régent de philosophie; d'un professeur, un administrateur. Quoi! Messieurs, notre vie première, ces longues années que nous avons consacrées à l'enseignement, était-ce donc un jeu? C'est au moment où un fructueux exercice, une mûre expérience auront porté à son plus haut degré de perfectionnement l'aptitude particulière que ma fonction exigeait, c'est à ce moment, dis-je, que je la quitterai! Je ne veux pas me demander comment, quand nous sautons aussi brusquement d'une carrière dans l'autre, nous avons pu nous préparer, tout en remplissant les devoirs que nous imposait notre ancienne charge, à ce qu'exigera de nous cette charge nouvelle. Je supposerai, sans difficulté, que nous apportons tous en naissant une aptitude universelle, et que chacun de nous peut, le cas échéant, se faire tout à toute chose, sans le moindre inconvénient! Que résulte-t-il cependant, pour notre existence morale, de cette perspective de changement qui nous est constamment offerte? L'homme, Messieurs, ne s'attache qu'à ce qui dure. Je me garderai bien de serrer trop étroitement les nœuds que déjà je songe à dénouer. Ma fonction n'est plus pour moi une fin; elle n'est qu'un moyen; et comme au milieu de tout ce mouvement une seule chose me reste fidèle, mon avantage matériel, ce sera là nécessairement la base de toutes mes constructions, le point de mire de toutes mes espérances. Vous me conduisez inévitablement à l'égoïsme, à l'égoïsme le plus étroit et le plus grossier, à l'égoïsme sensible; et l'épicuréisme, en flétrissant l'individu, corrompt nécessairement la famille, et par suite infecte la cité.—Rendez-nous, rendez-nous au plus vite les conditions d'une meilleure vie! Que la vertu ne soit plus, ce qu'elle est condamnée à être de nos jours, une lutte contre

les tendances générales du siècle, et par là un principe d'isolement et de faiblesse! Qu'elle soit, ce que la ferait notre destinée, si enfin nous entendions son appel, une conséquence naturelle de la vie commune, et partant une cause d'union et de force! — Mais vous enlevez à l'activité libre cet énergique ressort, cette source féconde de tant d'efforts utiles, de tant d'actions héroïques, l'espoir de l'avancement! — Eh! Messieurs, qui songe à briser ce puissant aiguillon? Qui vous parle d'immobiliser, c'est-à-dire d'éteindre la vie? Que ce levier seulement soit plus habilement saisi, plus heureusement manié! Pourquoi (s'il faut vous dire toute ma pensée) le fonctionnaire ne s'accroîtrait-il pas, ne se développerait-il pas, comme s'accroît et se développe l'homme, sans sortir de lui-même, sans rompre avec ses antécédents, sans renier son passé? Pourquoi notre organisation professionnelle ne serait-elle pas, comme notre organisation matérielle, amenée à s'étendre sans se bouleverser, et, au contraire, en s'affermissant et en se consolidant. Parlons sans métaphore. Les fonctions universitaires en particulier, et en général (pour laisser à mon idée toute sa compréhension et toute sa portée) les fonctions sociales, faiblement rétribuées et médiocrement honorées dans le fonctionnaire qui débute, ne pourraient, ne devraient-elles pas gagner d'année en année, jusqu'au point où il faut bien que la croissance s'arrête, en rétribution et en honneur? Ainsi seraient conciliées toutes les données du problème; la persévérance dans une même fonction, et la marche ascendante vers un état meilleur. Ainsi se combineraient les deux conditions en apparence opposées de l'existence régulière, soit pour les individus, soit pour les peuples, je veux dire la fixité et le progrès. Agitons-nous, Messieurs,

mais non à la manière de ces astres vagabonds qui s'égarent dans l'espace et y vivent solitaires; agitons-nous, comme s'agite le roi de notre système solaire; comme s'agitent ces planètes qui se rangent autour de leur éclatant monarque, pour former avec lui un magnifique système, en nous enfermant dans l'orbite où la raison publique nous aura une fois lancés, et où nos aptitudes particulières, de plus en plus développées, nous voudront de plus en plus retenir!

L'union fait la force. Pour que les différents membres d'un même corps s'unissent dans une même œuvre, il faut nécessairement qu'ils concourent chacun pour leur part à une fin commune(5). Que chacun d'eux ait donc ses attributions spéciales, sa sphère d'action nettement déterminée. Si deux ordres d'institutions peuvent, faute de cette détermination, se rencontrer sur la même route et s'y heurter, tout est perdu. L'harmonie est rompue; la paix fait place à la guerre, et le but est manqué. Ainsi, Messieurs, c'était un germe de désordre et de désorganisation jeté dans notre sein, que cette disposition réglementaire qui permettait à la jeunesse, d'opter, pour le complément de son instruction secondaire, entre les Colléges et les Facultés. Qu'on ne nous fasse plus de ces positions équivoques! Nous voulons voir dans nos collègues des Colléges, comme nos collègues des Colléges veulent voir en nous, des amis et des frères, mais non des ennemis, pas même des rivaux!

Je ne trouve pas entre l'instruction secondaire et l'instruction supérieure, telles qu'elles sont constituées, ces sources d'harmonie qui devraient sans cesse couler de l'une à l'autre et combler la distance qui les sépare. L'instruction supérieure, pour m'en tenir à elle, vous paraît-elle,

en ce qui concerne sa constitution intérieure, beaucoup mieux partagée (6)? Croyez-vous, par exemple, que vos Écoles de médecine et vos Facultés des sciences se réuniront dans un même esprit, se concerteront pour une même fin, tant que vous permettrez aux unes de paralyser, sur un point important, l'action légitime et rationnelle des autres? Laissons, Messieurs, la chimie aux chimistes; et l'enseignement médical est assez riche pour se nourrir de sa propre substance et ne pas vivre d'emprunts (7).

Nous sommes juxtaposés, nous ne sommes pas organisés. Les fonctionnaires peuvent bien s'aimer, les fonctions ne s'aiment point. Là est le mal. Où sera le remède? Le trouver, ici comme partout, c'est l'affaire du temps. L'attendre avec patience, tout en le cherchant avec ardeur, c'est le devoir de l'homme. Nous voulons qu'un grand monument s'élève; que chacun de nous taille donc sa pierre et l'apporte. Que ne m'est-il permis, Messieurs, de poser la mienne devant vous (8)! mais j'ai déjà mis votre patience à une trop longue épreuve, et je finis.

Empêcher que la liberté dans la sphère de l'enseignement, ainsi que dans les autres, n'aboutisse à la licence; donner au corps universitaire, à mesure que le besoin s'en fera sentir, les conditions d'organisation (9) et de progrès que sa mission réclame, tels seront les devoirs de l'État. Quels seront cependant les nôtres?

La tâche sera difficile, la charge pesante, la responsabilité accablante pour ceux qui commandent: notre destinée, à nous, sera plus douce et moins tourmentée; nous n'aurons guères qu'à obéir. Entrer avec intelligence et dévouement dans le mouvement que nous imprimeront nos guides, ouvrir avec amour notre voile aux souffles qui

nous viendront des hautes régions de notre atmosphère sociale, c'est là d'abord ce que nous devrons faire, et ce que nous ferons.

Cette obéissance, Messieurs, ne sera pas servile, parce qu'elle ne sera pas aveugle. Si le pouvoir, parfois, nous paraît devier de la route qu'il est tenu de suivre, nos scrupules et nos remontrances oseront l'en avertir ; et comme l'autorité universitaire n'a pas de prétention à l'infaillibilité, notre voix, toujours respectueuse et grave, sera entendue ; nous reprendrons bientôt la ligne droite dont un moment d'erreur nous aura écartés.

Nous ferons plus. L'initiative, renfermée dans les limites du conseil, nous appartient encore. Ce serait manquer à l'un de nos plus importants devoirs, que de ne pas appeler l'attention du législateur sur des besoins et des souffrances que notre expérience propre nous aurait révélées, et qui pourraient échapper à son regard.

Quant aux relations que nous aurons à établir et à maintenir, non plus avec le pouvoir, mais entre nous, avec nous-mêmes, un mot, Messieurs, les résume : Soyons unis. Plus de rivalités intérieures ! Plus de mésintelligences domestiques ! Est-ce en nous déchirant les uns les autres, que nous nous préparerons utilement à repousser l'ennemi commun ? et qui s'entendra dans ce monde, si les citoyens d'une même patrie, si les membres d'une même famille ne s'entendent pas entr'eux ?

Toutes les académies du royaume marcheront donc de concert et comme un seul homme au terme où leurs destinées les appellent. Notre académie, Messieurs, ne restera pas en arrière : elle ne sera la dernière ni à comprendre ni à faire ce que la situation lui demande ; l'intelligence et le dévouement n'y ont jamais manqué ; ils n'y manqueront

jamais. Ce n'est pas aujourd'hui surtout qu'elle pourrait tomber du haut rang qu'elle occupe : où trouverait-on plus d'élévation intellectuelle, plus de dignité morale que nous n'en trouvons dans les fonctionnaires qui la représentent et dans le chef qui la conduit ?

Mais je m'arrête : ce n'est pas, je le sens, à des hommes aussi éclairés, à des magistrats aussi dévoués qu'il faut rappeler leurs devoirs. Dire ce que vous avez à faire, ce serait dire ce que vous faites ; et là où sont les actes, à quoi bon les discours ? *(Vifs applaudissements.)*

NOTES.

(1) Il y a long-temps déjà qu'on s'est élevé contre l'étude exclusive des langues anciennes dans nos établissements d'instruction publique. « Je vouldrois premièrement (disait MONTAIGNE, *Essais*, liv. I, chap. 25) bien sçavoir ma langue, et celle de mes voisins où j'ay plus ordinaire commerce. C'est un bel et grand adgencement sans doute que le grec et le latin; mais on l'achète trop cher. » — « Vraiment, vous m'avez donné là une plaisante éducation; il est vrai que je m'accommodais fort du blond Ligurinus. Mais lorsque j'entrai dans le monde, je voulus m'aviser de parler, et on se moqua de moi ; j'avais beau citer les Odes à Ligurinus et le pédagogue chrétien ; je ne savais ni si François Ier avait été fait prisonnier à Pavie, ni où est Pavie; le pays même où je suis né était ignoré de moi ; je ne connaissais ni les lois principales, ni les intérêts de ma patrie; pas un mot de mathématiques ; pas un mot de saine philosophie ; je savais du latin et des sottises. VOLTAIRE, *Dictionn. philosophiq.*, articl. *Éducation.* » — Le vœu de Montaigne et celui de Voltaire ont été déjà en partie exaucés. Les langues vivantes, l'histoire nationale, les sciences naturelles et la saine philosophie ont pris place dans l'enseignement universitaire à côté du latin et du grec. Mais nous sommes encore loin de compte ; et le moment n'est pas arrivé où il faudra bien enfin mettre en première ligne ce qu'aujourd'hui nous laissons sur le second plan, et par la même raison rejeter sur le second plan ce qu'aujourd'hui nous mettons en première ligne. — « Puisque la philosophie est celle qui nous instruit à vivre et que l'enfance y a sa leçon comme les autres aages, pourquoy ne la lui communique lon?.... La philosophie a des discours pour la naissance des hommes, comme pour la décrépitude. MONTAIGNE, *Ibid.* ». — J'écrivais, il y a un an dans mes *Leçons de logique*, pag. 143 : « DESTUTT DE TRACY terminait au commencement de ce siècle, l'*Extrait raisonné* de son *Idéologie proprement dite*, par ces lignes : « C'est bien là, je crois ce qui constitue l'idéologie. Seulement je regrette de ne l'avoir pas liée plus intimement à la physiologie ; mais ç'aurait été sortir également des bornes de mon plan et de

celles de mes connaissances...... ». Plus tard, en 1826, M. Jouffroy (*Esquisses de philosoph. mor.* par D. Stew. préfac. pag. cxxxv) « désire que les physiologistes soient en même temps métaphysiciens et réciproquement ; c'est, *ajoute t il*, notre vœu le plus ardent et le mieux entendu qu'on puisse former dans les intérêts de la science de l'homme ». — Nous nous associons complètement et au regret de Destutt de Tracy et au désir de M. Jouffroy. Ce n'est pas pourtant que nous songions à renvoyer les questions psychologiques *à nos savants physiologistes philosophes*, fussent-ils des *Cabanis* (*Idéolog.* l. c.), ni à faire de nos psychologues autant de médecins. La science du corps et la science de l'âme, dans notre opinion, doivent rester séparées jusqu'à l'heure où elles trouveront auprès d'elles les conditions d'une association raisonnable, c'est-à-dire des ministres capables de les servir à la fois et de conserver à chacune d'elles, tout en les mettant sans cesse en rapport, son domaine et ses droits. Cette union aujourd'hui serait prématurée, et par conséquent mortelle au moins pour l'une des deux sciences, sinon pour les deux en même temps. Je vous demande un peu ce que deviendrait notre psychologie, si elle se livrait pieds et poings liés à des hommes que d'ailleurs nous ne saurions trop estimer quand ils se renferment dans leurs limites, aux Magendie et aux Spurzheim! Que la science de l'âme et la science du corps consentent donc à vivre encore sous des lois différentes, à former deux royaumes distincts! Mais pour ne pas tomber sous le même sceptre, faudra-t-il qu'elles accumulent entre elles les barrières et les remparts ? Nullement. Ce que nous ne pouvons trop leur reprocher au contraire, c'est de rester, ainsi qu'elles le font, étrangères et presque hostiles l'une à l'autre. Nous voudrions qu'un commerce sérieux s'établit entre les deux camps; que la psychologie s'enquit journellement de ce qui se passe dans le monde physiologique et que la physiologie à son tour, avant de toucher les questions que ces données intéressent, empruntât aux travaux psychologiques leurs résultats avoués — Mais nous en tiendrons-nous à un vœu plus ou moins stérile ? Et quand le mal nous travaille et nous mine, ne nous mettrons-nous pas du moins, s'il nous est interdit de faire mieux, en quête du remède ? Voici, pour ma part, le spécifique dont je me hâterais d'user, si j'avais le pouvoir comme j'ai le vouloir. D'une part, je n'admettrais en qualités d'aspirants à nos chaires de physiologie que ceux qui

justifieraient préalablement d'études philosophiques approfondies et qui seraient munis à cet effet d'un diplôme spécial de licencié en philosophie. D'une autre part, nos chaires de philosophie ne seraient accessibles qu'à ceux qui établiraient, en justifiant du grade de licencié en physiologie, qu'ils se sont préalablement familiarisés avec les sciences physiologiques. — N'est-il pas honteux pour tant de physiologistes de savoir à peine ce que c'est qu'un phénomène de conscience, et pour tant de psychologues de n'avoir jamais vu un cerveau? » — Plus loin, dans le même volume, à la page 284, j'écrivais encore : « Je voudrais voir à l'Institut, dans l'Académie des sciences publiques et morales, une section expresse, chargée d'extraire de chaque science, en premier lieu ce qu'il est bon que tout homme en possède, à quelle que condition qu'il appartienne; en second lieu, ce que chaque profession, sans sortir de son point de vue propre, devrait en outre lui emprunter. Ainsi, pour tirer un exemple de la science qu'après la mienne j'affectionne le plus, nous aurions un *Manuel médical à l'usage de tous.* Tout homme, avant d'apprendre à danser et à jouer de la flûte, arts fort utiles assurément, serait tenu de reconnaître au premier coup d'œil ces atteintes subites qui, comme l'apoplexie, foudroient la vie, et par conséquent ne permettent pas toujours d'attendre les secours tardifs que les spécialités médicales peuvent seules maintenant leur porter; et sa main exercée saurait diriger, pour ces circonstances urgentes, l'instrument chirurgical qui conjure le danger. On ferait ainsi pour le corps ce que l'Église a fait pour l'âme : nous sommes tous, en l'absence d'un prêtre et quand la mort menace, habiles à ouvrir à nos enfants par le baptême la porte du salut. Chaque profession particulière étudierait de plus le manuel rédigé exprès pour elle ; il y aurait un *Manuel médical à l'usage des philosophes*, un *Manuel médical à l'usage des jurisconsultes*, etc. etc. etc. »

(2) Ce paragraphe nous a valu dans la feuille radicale de notre ville les deux articles que voici :

« Après M. Daniel est venu M. Charma, qui, avec son éloquence et son habileté ordinaires, a examiné la question de la liberté d'enseignement; il a recherché quel bien il pouvait en résulter politiquement et socialement pour la France. Nous ne suivrons pas l'orateur dans les développements de son sujet, qui lui a fourni

l'occasion de faire l'éloge des vertus de MM. Cousin, Guizot et Salvandy, de jeter le gant au radicalisme, et d'appeler contre nos doctrines toute la rigueur et toute la sévérité des lois d'intimidation. « Le radicalisme, a-t-il ajouté, en évoquant les tempêtes, marche au naufrage. Jeunes élèves, ne montez pas sur son bord ! » Le professeur aurait dû ajouter encore : « *J'en suis descendu, moi !* »

Enfin M. Charma s'est écrié : et ceci n'est pas le morceau le moins curieux de son plaidoyer en faveur de l'Université :

« La France est grande, Messieurs, elle est forte...... Promenez « vos regards sur toutes les majestés qui trônent en Europe, et « dites-nous s'il en est une qu'on puisse comparer à celle de « France. Oui, Messieurs, Louis-Philippe est le plus grand, le « plus loyal, le plus *désintéressé*, le plus habile et le *plus dévoué* « monarque de l'Europe. »

Selon le conseil que nous a donné M. Charma, nous venons de promener nos regards sur les majestés qui trônent en Europe ; et voici ce que nous avons vu :

En Angleterre, une jeune femme courant les bals et les plaisirs ; et songeant beaucoup plus à ses maîtres de chant qu'à son peuple.

En Espagne, un enfant presque au maillot.

En Portugal, une femme encore, déjà veuve et remariée à l'âge où les jeunes filles sont encore vierges, donnant chaque année le jour à un prince nouveau, et grévant plus le budget portugais avec sa seule progéniture qu'on ne le ferait avec la création d'une armée.

En Belgique, un monarque en tutelle.

En Prusse, un prince étourdi, et que son père a plusieurs fois été tenté de faire interdire.

En Autriche, un empereur courbant la tête sous la domination de Metternich, le Talleyrand de la Confédération.

En Hanôvre, un roi tellement méprisé que les lords les plus crapuleux du Royaume-Uni rougissaient de ses saluts.

En Russie, un Cosaque habillé en soldat européen.

En Suède, un renégat de la République et de l'Empire : un homme qui, avec une couronne de roi sur la tête, conserve le bras sur lequel un tambour français tatoua ces mots : *Vive la République !*

Voilà les majestés que nous avons vues sur les trônes d'Europe.

Cela étant, nous ne pensons pas que M. Charma ait fait un grand compliment à Louis-Philippe.

Au reste, M. Lherminier, ex-saint-simonien, ex-fourriériste, ex-républicain, a proféré depuis long-temps les mêmes éloges, pour un brevet de conseiller-d'état. »

— « *Le radicalisme, en évoquant la tempête, marche au nau-* « *frage!... Jeunes hommes, ne montez pas sur son bord!...* » Voilà ce que, il y a trois jours, disait un philosophe à quelques centaines de jeunes hommes rassemblés autour de lui.

Pour aboutir à cette conclusion, et Dieu sait comment il y est parvenu, ce philosophe avait pris son élan des profondeurs de l'antiquité; il avait fait de longs détours à travers les siècles; il arrivait tout essoufflé dans le présent, et c'est en tombant de fatigue et pris par le vertige, car il avait suivi des routes bien fausses, qu'il prononçait les étranges paroles que nous venons de citer.

Ce philosophe ne nous était pas inconnu, et nous l'avions vu naguères dans nos rangs, marchant sous notre drapeau et prêchant le même évangile que nous; en face de ces souvenirs d'hier, l'indignation nous a saisi, et nous n'avons pu en retenir la manifestation spontanée. Il eût été plus sage, nous l'avouons, de laisser se perdre, selon sa fantaisie nouvelle, un apôtre ambitieux, et de ne point nous écarter pour lui de notre route habituelle. Nous y rentrons aujourd'hui.

Non, il n'est pas vrai que le radicalisme évoque la tempête. Ne croyez pas, jeunes hommes, ceux qui vous prêchent ces doctrines mensongères. Regardez d'où ils viennent d'ailleurs et voyez ce qu'ils sont. Leur grand-prêtre, M. Guizot, n'a-t-il pas traité vos pères de brigands, eux qui, au prix de leur sang, vous gagnaient la fortune et les illustrations dont vous brillez? Eh bien! tous ont marché dans les voies du fondateur de leur secte. Ces philosophes dont vos colléges sont infectés, ont présenté au monde le plus immoral spectacle qui lui ait jamais été donné. L'ambition des richesses et des dignités a satanisé leurs cœurs. Aujourd'hui ils consentiraient à ce qu'il n'y eût qu'eux en France, s'ils ne pouvaient être les premiers qu'à ce prix.

Savez-vous pourquoi l'on vous a dit l'autre jour que le radicalisme marchait au naufrage, et qu'il ne fallait pas monter sur son bord? Celui qui vous l'a dit veut sortir de son obscurité. Il veut,

comme Érostrate, que l'on parle de lui et que son nom retentisse, et, pour cela, s'il le faut, il brûlera tout ce qu'il y a de bien dans vos âmes; il dévastera vos croyances, vos sympathies, vos amours, tous les sentiments divins qui forment le temple merveilleux de la conscience chrétienne; il ne reculera devant rien, car il veut arriver. Et, vous le verrez bientôt, cet homme arrivera.

Il avait bien prévu que nous ébruiterions ses paroles, et il a compté sur le scandale qu'elles allaient faire, pour monter plus haut. Après lui, il le sait bien, il laissera dans vos âmes des ferments dévastateurs de tout bien; mais qu'importe?—La philosophie ne console-t-elle pas de tout?

Quant à nous, jeunes aussi, presque aussi jeunes que vous, nous vous le disons: « Méfiez-vous du serpent qui siffle à vos oreilles; ne mordez pas sur le fruit qu'il vous présente, c'est celui du mal et de la perdition. Vous croyez encore à l'honneur, à la vertu, à l'amour; la science que l'on vous prêche n'a que faire de tous ces sentiments. Pour elle, l'argent, c'est tout.

Choisissez! »

Nous n'aurions assurément pas relevé ces deux articles, s'ils ne nous fournissaient l'occasion non pas de donner aux imputations calomnieuses du *Haro* un démenti formel, mais d'établir nettement aux yeux de tous les opinions politiques que nous n'avons un moment cessé de professer depuis 1830; opinions que nos ennemis ont travesties et défigurées avec tant d'impudence et de mauvaise foi, pour les dénoncer charitablement, ainsi revues et corrigées, au pouvoir duquel nous dépendions.

Notre Discours de rentrée n'est pas une œuvre radicale; cela est bien convenu maintenant, quoiqu'en vérité, si le *Haro* n'eût eu soin de déclarer à haute et intelligible voix que nous n'étions pas des siens, plus d'une de nos vues sur la marche progressive des temps auraient pu, à l'aide de quelques interprétations bienveillantes dont avec nous on ne se fait pas faute, trahir le radicalisme qui se cache pour mieux arriver à ses fins!

Nos *Leçons de logique* (février 1840) portent-elles un autre caractère? *L'avertissement* qui les ouvre remercie, à la page VI, avec effusion, *un ministre, dont le corps enseignant n'oubliera jamais la sage et bienveillante administration* et *auquel* l'auteur *a voué une vive reconnaissance*, M. DE SALVANDY! Voilà bien

en effet le radical qui s'annonce ! Allez à la page 200 du même volume; qu'y trouvez-vous ? « Ne l'oubliez donc pas, jeunes gens qui m'écoutez ! Innocentes et légitimes tant qu'elles s'enferment dans le monde des idées, vos utopies ne se peuvent sans crime transporter dans le monde des faits. Avant de songer à l'application d'une théorie que l'âge des illusions et de l'erreur aura conçue, attendons (les années marchent vite et la froide raison sera bientôt venue), attendons que nos fronts se rident, que nos cheveux commencent à blanchir ! ».

Avant mes Leçons de logique, mes *Leçons de philosophie sociale* (octobre 1838) avouaient les mêmes principes, tenaient le même langage. « C'est un égal attentat à la vie sociale que de seconder ces mouvements aventureux qui nous emporteraient avec une rapidité funeste dans un champ que la réflexion n'a pas d'avance mesuré, et d'entraver ces mouvements réfléchis qui nous conduisent doucement à un but que la raison avoue par des voies qu'elle nous garantit. On compromet tout par une fougue impatiente; on perd tout par une somnolente torpeur; par une allure sagement et prudemment progressive, on sauve, on assure tout. Pag. 27. ». « Quand une société se modifie, doit-elle donc commencer par se ruiner de fond en comble pour se réédifier sur un plan entièrement nouveau? Ces intervalles d'anarchie que détermine nécessairement un changement complet de constitution entrent-ils dans nos destinées? Ne faut-il pas au contraire que dans ces moments critiques de rénovation et de transformation, nos mains étreignent énergiquement les étais sociaux que nous ont pu transmettre les siècles antérieurs ? Pendant que nous sommes en quête d'une meilleure loi, la loi ancienne n'est-elle pas notre unique soutien, notre seule garantie contre les invasions du principe ennemi, contre le génie du désordre ? Toutes ces influences désorganisatrices que les évolutions sociales, qui trop souvent sont de véritables révolutions, éveillent et ameutent, qui les bridera, qui les enchaînera, si le frein que le passé leur mettait à la bouche vient à se briser ? pag. 61 et passim ».

Je n'étais donc plus radical en 1838. L'étais-je encore en 1835 ? mais je venais de livrer à l'impression un livre (mon *Essai sur les bases et les développements de la moralité*) où j'essayais de montrer comment jusqu'ici tous les grands systèmes philosophiques et religieux se sont continués les uns les autres, et

comment l'avenir ne doit être à son tour que la continuation du présent et du passé. — C'était le temps où la *Revue littéraire du Calvados* publiait mon article *Sur la légitimité de l'utopie* dans lequel on peut lire : « Toute proposition théorique qui demande une prompte application doit continuer doucement les choses présentes et non les détruire violemment. Abordez votre œuvre, vous qui rêvez la perfection sociale, avec l'esprit positif qui établit, non avec l'esprit négatif qui renverse. Les ruines se font d'elles-mêmes. L'esprit négatif, c'est la haine ; il ne voit que le mal qui le gêne : l'esprit positif, c'est l'amour ; il ne voit que le bien qui lui sourit. Comment ne comprend-on pas que la raison elle-même se compromet, quand elle prend le ton et l'attitude de la colère ? Quel singulier cortège pour un conseil que l'orgueil ou la menace ? Vous ne voulez, dites-vous, que le bien de l'État et du gouvernement lui-même ! Commencez donc, le bon sens le plus simple vous le dit, par persuader le gouvernement et l'État. Et l'injure, quand on ne va pas au-delà, serait-elle par hasard, recommandée, dans quelque rhétorique moderne, comme un moyen de persuasion? Il n'y a là que sottise et mauvais goût. Mais on a pour soi l'indignation des peuples ! Oui : comptez, aux jours du dévouement et du danger, sur ce courage que le persiflage vous prépare ! Comptez, après la victoire, au moment où il faudra rétablir ce que vous aurez ruiné, sur ces passions qui n'ont d'énergie que parce qu'elles n'ont pas de frein ! Ne savons-nous pas assez, par une première expérience, ce que devient, quand son autel est desservi par l'esprit de fougue et de vengeance, le dieu dont l'humanité appelle le règne avec tout ce qu'elle a d'amour, la liberté ! pag. 106. ».

Il n'était donc pas possible depuis 1835 de se méprendre sur nos véritables opinions politiques, est-ce qu'en 1831 la méprise était plus facile ? Les trois journaux de Caen, *l'Ami de la vérité*, le *Mémorial* et le *Pilote* inséraient dans leurs colonnes, vers les premiers jours du mois de mars, une lettre où ma profession de foi était, j'imagine, assez nette et assez claire : «Je ne suis pas légitimiste, *y disais-je;* le caractère du journal qui m'attaque *(c'était, comme on s'en souvient peut-être, l'Ami de la vérité)* le prouve suffisamment ; je ne suis pas républicain ; je n'ai jamais cru qu'il fallût appeler au gouvernail l'enfant à côté de l'homme, le peuple encore mineur à côté d'une aristocratie qui remplit les conditions

de toute majorité légitime. Le gouvernement n'est pas, selon moi, un fondé de pouvoir; c'est un tuteur. Est-ce à dire que j'approuve tout ce qui se fait dans le monde politique auquel j'appartiens? Nullement; mais s'il est quelque point où ma désapprobation se porte, quel est mon procédé pour détruire et amender? La persuasion. Toute insurrection matérielle dans un être libre est un crime.... ».

Ainsi le radicalisme ne me trouvait plus sur son bord dès 1834; ce n'est pas d'hier, comme on voit, que *j'en suis descendu*. Le fait est que je n'y suis jamais monté. Il y a plus : je n'ai pas pu y monter. La raison en est toute simple, et les honnêtes gens l'entendront. J'ai juré en 1830 obéissance à la Charte constitutionnelle et aux lois du royaume. Je l'ai juré sans restriction mentale, sans arrière-pensée; et dans mon opinion comme dans celles de tout homme qui se respecte, « Quand on consent à échanger l'indépendance de la solitude contre les avantages de l'association, quand d'ailleurs en restant à son poste on reconnait la validité du contrat qu'on a passé, travailler de ses mains à la défaite du parti qu'on s'est engagé à servir, c'est toujours un grave délit, lorsque ce n'est pas un crime; c'est au moins une lâche perfidie, si ce n'est pas une honteuse trahison (*Essai sur les bases et les développements de la moralité*, avertissement, pag. XIV, XV.)! ».

Mais la calomnie, si elle n'a pas ses raisons, doit avoir au moins ses prétextes. Pour ma part, je lui en sais trois dont elle a largement usé. — En premier lieu, je n'ai pas toujours approuvé soit les actes soit les paroles de ceux qui marchaient à notre tête. Ainsi j'ai vu avec douleur, il y a quelques années, nos médecins condamnés par une ordonnance qu'au reste on s'est hâté de rapporter, à mettre l'autorité sur la trace des républicains blessés auprès desquels ils auraient été appelés. Ainsi je ne pouvais entendre avec plaisir notre Casimir Perrier s'écrier à la tribune que *le sang français n'appartenait qu'à la France*, l'égoïsme national ne me convenant pas plus que l'égoïsme individuel. Or, ce que je blâmais tout bas, je n'ai jamais hésité à le blâmer tout haut; et parce que je n'étais pas servile, on m'a dénoncé comme hostile; l'accusation, hélas! n'était que trop spécieuse, eu égard au temps où nous vivons. — Un parti, quel qu'il soit, ne vit qu'à une condition, c'est qu'il s'attache à un principe vivant, qu'il s'en pénètre, et s'en fait, au moins en paroles, le représentant et l'apôtre. Le ra-

dicalisme a inscrit sur sa bannière un principe de cette nature; il se donne comme le défenseur né du progrès. Les légitimistes cependant nous sont dépeints comme rétrogrades; et les conservateurs, comme s'enfermant dans le *statu quo* le plus étroit. Pour ce qui regarde les partisans aveugles de la légitimité, nous n'avons rien à en dire; ils ne sont pas en cause ici. Mais le parti conservateur a peut-être, dans plus d'une circonstance, laissé trop croire à l'apparente vérité du jugement porté contre lui : trop souvent il a montré de fâcheuses préventions contre les doctrines généreuses qui veulent que l'humanité monte de degré en degré au faîte auquel elle est si loin encore d'être arrivée. Ces répugnances n'étaient pas sages. A notre avis, ceux qui conservent sont seuls capables de développer et d'agrandir. Le progrès leur appartient donc en théorie aussi bien qu'en pratique. Nous ne pouvions, pour ce qui nous regarde, séparer ces deux moitiés d'un même rôle; et nous professions à la fois, en toute rencontre, l'opinion qui défend les choses présentes, et celle qui aspire aux choses futures. On conçoit comment on était amené, en nous regardant seulement sous cette dernière face, à nous confondre avec les hommes qui, à mon sens, doivent être réputés les adversaires les plus dangereux de tout progrès, de toute amélioration sociale, quoiqu'ils inscrivent sur leur bannière les mots hypocrites ou du moins menteurs d'amélioration sociale et de progrès. — Et enfin, s'il faut tout dire, nous n'avons jamais pu obtenir de nous-mêmes qu'un sentiment quelconque de colère ou de haine se formât dans notre cœur contre une opinion que nous jugions déplorable, encore moins contre ceux qui s'en faisaient les échos. Notre nature, trop indulgente peut-être et trop sympathique, a toujours été invinciblement disposée à trouver partout des erreurs plutôt que des crimes, et à plaindre comme aveugles plutôt qu'à maudire comme coupables ceux qui s'écartent du droit chemin. Il nous était donc impossible, ce caractère étant donné, de refuser notre porte à quiconque y venait frapper; et plus d'une main républicaine a été affectueusement pressée entre nos mains conservatrices. Cependant quelques-uns de ces jeunes exaltés contractaient peu à peu dans notre commerce des habitudes de modération et de sagesse : et nous en pourrions nommer plus d'un que nous avons ainsi gagné à la cause de l'ordre et de la paix.

(3) « Je continue d'espérer que la paix générale ne sera point

troublée. Elle est nécessaire à l'intérêt commun de l'Europe, au bonheur de tous les peuples et au progrès de la civilisation. *Discours de la Couronne*, 5 novembre 1840. » — « Aucune nation en Europe ne suit une politique plus éclairée et plus libérale envers les États étrangers que la France. Le Texas se souviendra longtemps de l'assistance bienveillante qui lui a été prêtée par cette nation. Elle a été la première de l'Europe à nous reconnaître comme un peuple libre et à étudier notre condition et nos chances d'avenir; elle a été la première dont les flottes ont visité nos rivages pour cultiver avec nous des relations amicales. Les hommes d'État qu'elle a envoyés chez nous ont reconnu avec plaisir notre hospitalité, et ont parlé de l'énergie et des progrès de notre nation avec des paroles d'encouragement et d'approbation. Un de nos bateaux à vapeur ayant été assez heureux pour prêter assistance à un des siens, ce fait a été reconnu de la manière la plus obligeante, et communiqué à notre Ministre de la marine. Et aujourd'hui que notre commerce est encore dans l'enfance, et où nous commençons à jouir de l'existence d'une nation, la France va ouvrir avec nous une communication au moyen des navires à vapeur, pour nous apporter le produit de ses marchés comme si nous étions à sa porte. Quel contraste avec ce que fait pour nous l'Angleterre! *Gazette de Galveston*, 29 août 1840, citée par le *Journal des Débats*, 6 novembre 1840. » — « La grande politique, l'intérêt supérieur de l'Europe et de toutes les puissances de l'Europe, c'est le maintien de la paix, partout, toujours; le maintien de la sécurité dans les esprits comme de la tranquillité dans les faits. Cela importe non seulement au bien-être matériel, mais au bien politique et moral, au progrès politique et moral de tous les peuples. M. Guizot, *Discours à la Chambre des députés*, 17 novembre 1847. ».

(1) Il faut tout dire cependant. Quelques Académies de province, la nôtre en particulier, contribuent bien un peu à cette désolante mobilité. Plus d'un professeur, après y être entré avec l'intention d'y fixer sa vie, s'est vu contraint, par la froideur et le mauvais vouloir de l'autorité locale, à chercher un meilleur ciel. Ce génie inhospitalier tôt ou tard nous sera funeste. Les nuages s'amoncellent de jour en jour sur nos têtes; et peut-être le moment n'est-il pas éloigné où l'orage éclatera. Conjurons-le, s'il en est temps encore, en substituant à notre égoïsme presque

caennais de plus larges sympathies. N'oublions donc pas qu'il n'y a plus de Normandie et que nous sommes tous Français!

(5) Il faudrait avant tout songer à mettre enfin en harmonie l'éducation des Colléges avec la vie nationale qui nous attend à leur sortie. « L'éducation des Anciens avait un avantage sur la nôtre; elle n'était jamais démentie. Épaminondas, la dernière année de sa vie, disait, écoutait, voyait, faisait les mêmes choses que dans l'âge où il avait commencé à être instruit. Aujourd'hui, nous recevons trois éducations différentes ou contraires; celle de nos pères, celles de nos maîtres, celle du monde. Ce qu'on nous dit dans la dernière renverse toutes les idées des premières. Cela vient en quelque partie du contraste qu'il y a parmi nous entre les engagements de la religion et ceux du monde; chose que les Anciens ne connaissaient pas. MONTESQUIEU, *Esprit des lois*, liv. IV, chap. 4. » Ce ne sont pas des citoyens de la Grèce ou de Rome que nos établissements publics doivent rendre à la société qui leur confie l'espoir de son avenir; qu'on nous prépare donc dès l'enfance à être un peu plus et un peu mieux de notre pays et de notre temps!

(6) Jetons un coup-d'œil sur cet assemblage tel quel qu'on appelle du nom commun de Facultés. Voici d'abord des Écoles de droit et de médecine? Que prétendent-elles? Elles prennent la jeunesse au point où l'amène l'éducation générale que doit avoir reçue tout homme destiné aux fonctions libérales, pour lui donner l'instruction spéciale que doit ajouter à son éducation première tout homme destiné à telle ou telle de ces fonctions. C'est une instruction professionnelle que distribuent nos Écoles de médecine et de droit. Elles sont pour quelques professions libérales ce que sont pour les professions industrielles nos Écoles d'arts et métiers. A côté de ces Écoles qui versent dans la société des citoyens actifs, j'aperçois une Faculté de théologie. Que donne-t-elle à la cité? Ce ne sont pas des prêtres, assurément. Les prêtres se font loin d'elle et sans elle. Ce sont des hommes savants, plus savants qu'on ne l'est communément dans l'étude des choses saintes, sur l'essence et l'histoire de notre religion, en un mot des théologiens. Les théologiens ne sont point des citoyens actifs. Ce que je dis de la Faculté de théologie, il le faut dire encore de nos Facultés des sciences et des lettres. Nous pouvons bien faire des chimistes, des physiciens, des hellénistes,

des philosophes; mais enfin il n'est pas de profession spéciale qui vienne se recruter chez nous. Il y a donc ici au moins deux classes d'institutions profondément différentes, les Facultés de droit et de médecine d'une part, les Facultés de théologie, des sciences et des lettres de l'autre part. Mais on les nomme toutes d'un même nom; on les habille à peu près de même; on les réunit pour certaines solennités dans une même enceinte. Voilà leur unité! Cette unité n'est qu'une illusion. Nous ne sommes pas les membres d'un même corps. — Irai-je plus loin encore? On croirait peut-être, d'après ce que je viens de remarquer, qu'au moins les Facultés de médecine et de droit d'une part, de l'autre les Facultés de théologie, des sciences et des lettres, peuvent s'organiser entre elles. Qu'on se détrompe! La sympathie n'est qu'à la surface; au fond l'antipathie et l'incompatibilité. Quels rapports de parenté, de fraternité, trouvera-t-on entre les méthodes et l'esprit qui président ici à l'enseignement de la médecine, là à l'enseignement du droit. Le libre examen recommandé par les uns, comme la condition *sine quâ non* de toute recherche sérieuse, de toute acquisition légitime: la soumission la plus complète à l'autorité avouée, l'obéissance au texte, prêchées par les autres comme la garantie exclusive de toute vérité, comme le préservatif unique contre toute erreur, vivront-ils bien en paix dans une même enceinte? Pour moi, loin de réunir ce double enseignement dans le même champ, ou seulement sur la même terre, je jetterais entre eux des montagnes, des mers; je chercherais, pour les mieux séparer, les deux extrémités de notre globe les plus distantes, les plus diamétralement opposées; c'est aux antipodes l'un de l'autre que je les installerais. — Ainsi en est-il de la théologie positive et de la philosophie. Comment concilier un enseignement qui affirme tout et ne prouve rien, avec un enseignement qui n'affirme rien et prouve tout? Ce n'est pas aux esprits du même ordre que ces deux enseignements conviennent. Ne leur donnons pas le même auditoire; ne leur laissons pas les mêmes prétentions. En les séparant, en les adressant aux natures spéciales sur lesquelles chacun d'eux peut réellement agir, nous en tirerons, pour la vie sociale qu'ils servent puissamment l'un et l'autre, d'immenses avantages; rapprochons-les, confondons-les, donnons-leur les mêmes natures à cultiver, le même âge à conduire; de deux aliments séparément utiles, le mélange fera un poison!

(7) J'emprunte les lignes qui suivent à une lettre précieuse par les renseignements qu'elle nous donne sur l'état actuel de nos Facultés des sciences en général, et en particulier sur les rapports de l'enseignement qui leur est propre avec celui que nos Écoles de médecine se chargent de donner. « En réalité, la plupart des jeunes gens qui prennent aujourd'hui leur première inscription en médecine ont besoin de se fortifier dans les sciences physiques et naturelles; mais est-il convenable que la Faculté de médecine soit chargée de leur en fournir les moyens, lorsqu'il existe à côté d'elle une autre Faculté instituée tout exprès pour les enseigner? C'est là que se trouve la principale cause de la disette d'étudiants dans les Facultés des sciences de province. L'enseignement chimique, surtout, tel qu'il existe aujourd'hui dans les Facultés et les Écoles secondaires de médecine, est un contre-sens et une superfluité destructive des Facultés des sciences; il est contraire à l'ordre rationnel qui devrait régner dans le système général de l'enseignement public. Qu'a-t-il besoin (l'enseignement médical) de traiter *ex-professo* des lois générales de la chimie et des notions qui ne se rapportent pas directement à l'enseignement de la médecine, lorsque ces principes généraux et ces notions sont ailleurs étudiés et s'y trouvent à leur vraie place? » Cette lettre du savant doyen de notre Faculté des sciences, M. Thierry, a paru dans le *Bulletin de l'instruction publique et des Sociétés savantes de l'Académie de Caen* (N°. de novembre 1840).

(8) L'enseignement, dans la plus vaste acception du mot, c'est, sur tous les points et pour toutes les carrières, l'apprentissage social. L'enseignement livre à la société toutes les capacités, toutes les aptitudes que réclament, pour leur satisfaction légitime, ses besoins les plus divers. Tel est l'enseignement en général.

Autant vous compterez dans la vie sociale de besoins particuliers, autant vous reconnaîtrez d'enseignements distincts.

Trois grandes classes, selon moi, de besoins sociaux.

Il faut d'abord que tous les membres d'une même cité s'unissent dans des croyances communes, aient un même fonds d'idées, possèdent les mêmes moyens de communication et d'échange. A cette condition seulement, une société peut se former et naître. Une éducation commune à tous, imposée à tous, n'ayant d'autre but que de créer la matière première sans laquelle la cité ne

saurait se constituer, tel serait mon enseignement *primaire* ou *constitutionnel*.

Il ne suffit pas que la nation soit; il faut qu'elle vive. La vie nationale reçoit des organes divers qu'elle assemble les aliments qu'ensuite elle leur distribue. Instruisez ces organes à saisir et à préparer la nourriture que la cité en attend. Les professions de tout genre se pressent ici et s'ordonnent. C'est notre enseignement *secondaire* ou *professionnel*.

La cité est. Non seulement elle est; mais elle vit. Ce n'est pas tout; il faut encore qu'elle marche. Marcher, c'est sortir du présent, c'est tendre à l'avenir. La société se lance dans des routes inconnues, ténébreuses. Trouvons-lui des guides qui, avant qu'elle ne s'y engage, explorent ces régions nouvelles, et dissipent, autant que le permettra la nature des choses, l'ombre dont elles s'enveloppent. Pour former ces hommes d'avenir, ces hommes de progrès, ces chefs qui nous conduisent, ces rois qui nous gouvernent, fondons un enseignement nouveau, l'enseignement *progressif* ou *gouvernemental*; ce sera notre enseignement *supérieur*.

Ce triple besoin de toute société humaine qui veut nécessairement être, durer, se mouvoir, enfante donc le triple enseignement qui assure à cette existence, à cette durée, à ce mouvement leurs conditions respectives. Mais ce triple besoin n'est pas simple. L'organisation sociale, comme l'organisation individuelle, réunit et harmonise en elle deux natures différentes; là aussi nous avons à servir d'une part un corps, de l'autre une ame. Notre enseignement ne perdra pas un instant de vue, dans les trois sphères qu'il traverse, cette double nécessité; et nous aurons à chacun de ces degrés deux séries d'écoles, les unes s'occupant spécialement de l'élément matériel ou *physiologiques*; les autres exclusivement vouées à l'élément spirituel ou *psychologiques*.

Mais enseigner, ce n'est pas seulement éclairer l'intelligence; c'est encore et surtout dresser l'activité. Tout enseignement complet se propose ce double but et l'atteint: il nous donne d'abord l'instruction; il fait ensuite notre éducation. Que chacune de nos institutions soit primaires, soit secondaires, soit supérieures, unisse donc dans ses écoles physiologiques et psychologiques la théorie et la pratique, l'idée et l'action. — Je voudrais, par exemple, que l'enfant après avoir appris ce que c'est que la

justice fût mis chez nous, comme il l'était dans l'ancienne Perse, en demeure d'être juste; que le jeune homme, quand il aurait recueilli les préceptes généraux dont l'art de gouverner se compose, les appliquât aussitôt à telle ou telle situation politique dont il devrait, je suppose, déterminer à l'avance la marche et le dénouement.

Ne pourrait-on pas avec ces données organiser jusque dans ses moindres détails notre enseignement universitaire? Toutes nos institutions, toutes nos doctrines ne prendraient-elles pas dans ce cadre la place qui leur appartient? et ne voit-on pas en même temps d'un coup-d'œil les vides qu'elles y laissent?

Prenons pour spécimen notre enseignement secondaire ou professionnel. Voici quant à ce qui intéresse la vie matérielle nos Écoles d'arts et métiers, nos Écoles de droit, et nos Écoles de médecine qui ne feraient ici (nous ne sommes pas dans la sphère du progrès ni par conséquent du doute) que proposer dogmatiquement, quelque maigre que leur enseignement dût être, les vérités éprouvées, ou du moins convenues; nous y ajouterions des Écoles diverses pour toutes les branches de cette vaste administration qui, tout élevée qu'elle est, ne voit rien cependant au-delà de ce monde et de nos besoins matériels. Quant à ce qui intéresse notre existence intellectuelle et morale, n'avons-nous pas, pour la satisfaire, d'un côté et en première ligne nos séminaires dans l'enceinte desquels la théologie positive irait planter sa tente, nos ateliers publics de sculpture, d'architecture et de peinture, nos conservatoires de déclamation et de musique, les classes dites d'humanités dans nos Colléges, et enfin nos Facultés des lettres dans ce qu'elles ont de véritablement littéraire, c'est-à-dire dans tout ce qui compose leur enseignement actuel, moins toutefois la philosophie et l'histoire auxquelles on fait évidemment violence en les y rattachant. Nous aurions soin ici encore d'ajouter à quelques-unes de ces institutions le complément qu'elles réclament. Nos Facultés des lettres entr'autres présideraient au moins à l'éducation esthétique de tous nos artistes dans ce que cette éducation comprend de plus élevé et de plus général, et l'État n'aurait pas un peintre, un architecte, un sculpteur, un musicien, un poëte, un acteur même (purifions cette profession souillée en lui rendant sa destination morale) qui n'eût passé par leurs mains!

Un mot encore sur notre enseignement suprême. C'est de l'avenir social que cet enseignement s'occupe. Il donne à la société des hommes qui ne se contenteront pas de voir, mais qui sauront prévoir. Ces hommes, que nous pouvons réellement appeler, lorsqu'ils sont ce qu'ils doivent être, notre Providence terrestre, où les formerons-nous? Qui exercera en eux, qui développera ce sens des choses futures, le premier et le plus important de leurs sens? Ici commence le rôle de l'instituteur par excellence, du suprême initiateur. Voici venir la science. Prenons une à une toutes les carrières dans lesquelles avec plus ou moins de bonheur nos prévisions s'établissent. Qui prédit l'avenir dans le monde des astres? n'est-ce pas l'astronome? Dans le monde physique? n'est-ce pas le physicien? Dans le monde moral? n'est-ce pas le moraliste? Le prophète en toutes choses, ce n'est plus le poète, comme autrefois chez nos pères, c'est le savant. Ce que la poésie suppose et tout au plus soupçonne, la science seule le constate et le sait. Aux hommes d'État, aux gouverneurs des peuples l'esprit scientifique avant tout. Ouvrons à cette jeunesse qui un jour ira s'asseoir au gouvernail de savants gymnases où elle étudiera dans leur course à travers les siècles l'humanité et le monde; où sera cherchée, sinon trouvée, la loi du progrès et de la vie; où le passé et le présent ne seront plus que des degrés pour monter à l'avenir. Mais n'oublions pas en même temps que ces chefs des nations les doivent conduire non pas seulement par un des mobiles qui les mènent, non pas seulement dans une des directions qu'elles prennent, mais par tous leurs mobiles, dans toutes leurs directions. L'esprit véritablement scientifique, ce n'est pas l'esprit exclusif, c'est l'esprit compréhensif. L'homme d'État fera avec cet esprit le tour entier de son immense domaine. Il comprendra de son vaste regard nos destinées industrielles comme nos destinées intellectuelles et morales, et les choses de la terre s'uniront pour lui dans un même système avec les choses du ciel!

(9) Pour se former et s'étendre selon sa loi, cette vaste organisation de notre enseignement national—harmonisera donc entr'elles toutes les institutions spéciales dont elle se composera; — elle adaptera le système et chacune des pièces dont il est l'ensemble au milieu social dans lequel il est appelé à jouer; — elle enchaînera, après avoir prudemment constaté une vocation donnée, le fonctionnaire à la fonction qui lui convient et à laquelle il convient.

— Je ne voudrais pas cependant qu'on nous attachât exclusivement et pour toute la vie à un seul et même genre d'exercice. Je désirerais au contraire sur ce point une variété que notre nature réclame. L'homme étant à la fois un esprit et un corps, n'est-il pas convenable qu'il exerce simultanément, pour maintenir l'équilibre entre les deux parties de son être, ses forces physiques et ses forces intellectuelles? qu'il possède en même temps et pratique un métier et un art? Seulement chez les uns le métier serait le principal, l'art l'accessoire; tandis que chez les autres le métier serait l'accessoire, l'art le principal? Pour mon compte, je suis à la fois comme le stoïcien Cléanthe, jardinier et philosophe; et comme lui, je m'en trouve bien. C'est une excellente chose, et à plus d'un titre, que de pouvoir, au besoin, se sauver de son jardin dans son cabinet d'études, et de son cabinet d'études dans son jardin?

